



SSK - Schweizerische Staatsschreiberkonferenz
CCE - Conférence suisse des Chanceliers d'Etat
CCS - Conferenza svizzera dei Cancellieri di Stato

Rapport d'activité

pour la période du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021

www.cce-ssk.ch

info@www.cce-ssk.ch



Table des matières

1	Organes et mutations	3	3.11	Autres représentations	8
1.1	Composition du comité	3	3.11.1	Comité de planification de la cyberadministration suisse	8
1.2	Mutations	Erreur ! Signet non défini.	3.11.2	Groupe de travail intercantonal E-Government (GTe-Gov)	8
1.3	Décès de Rainer Gonzenbach (TG)	Erreur ! Signet non défini.	4	Projets en cours	10
2	Activités de la Conférence	4	4.1	Vote électronique	10
2.1	Séances du comité	4	4.1.1	Comité de pilotage Vote électronique	10
2.2	Assemblée des membres	4	4.1.2	Groupe de travail des Chanceliers d'Etat	10
2.2.1	Conférence d'automne des 20/21 septembre 2019 à Appenzell	4	4.1.3	Sous-groupe de travail reprise du Vote électronique	10
2.2.2	Conférence de printemps	4	4.1.4	Groupe de travail communication	10
2.3	Groupe de travail « Avenir »	5	4.1.5	Avenir du Vote électronique	11
3	Représentation dans d'autres institutions	6	4.2	Groupe d'accompagnement tripartite pour l'optimisation du pilotage et de la coordination de l'administration numérique	11
3.1	Conférence des présidents de conférences	6	5	Autres activités	12
3.2	Conférence des secrétaires des conférences intercantionales (CoseCo)	6	5.1	Publication d'études	12
3.3	Comité de la Société suisse pour les questions parlementaires	6	5.2	Comparaisons intercantionales	12
3.4	Comité de la Conférence suisse sur l'informatique (CSI)	7	5.2.1	Systèmes électroniques de détermination des résultats	Erreur ! Signet non défini.
3.5	Comité directeur de la Fondation ch	7	5.2.2	Publication et proclamation des résultats de votations et élections	Erreur ! Signet non défini.
3.6	Comité d'organisation du séminaire Interlaken (séminaire des Gouvernements)	7	5.2.3	Processus cantonaux pour l'élaboration de prises de position dans le cadre de procédures de consultations fédérales	Erreur ! Signet non défini.
3.7	Comité de pilotage de la cyberadministration suisse	7			
3.8	Groupe de travail Cyber (RNS)	8			
3.9	Conseil de l'Institut du fédéralisme	8			
3.10	Table ronde pour l'Open Government Data Suisse	Erreur ! Signet non défini.			

Fribourg, août 2021

Adresse de correspondance :

Conférence suisse des chanceliers d'Etat, c/o Chancellerie de l'Etat de Fribourg, Rue des Chanoines 17, 1701 Fribourg, Tél.: +41 (0)26 305 10 40. E-Mail: info@ssk-cce.ch, www.cce-ssk.ch

Photo de couverture : Conférence d'automne 2020, Danielle Gagnaux-Morel

1 Organes et mutations

1.1 Composition du comité

Durant l'année sous rapport, la composition du comité a été la suivante :

Présidente	Barbara Schüpbach-Guggenbühl, BS
Vice-président	Stefan Bilger, SH
Représentant de la Confédération	Walter Thurnherr, Chancelier fédéral
Secrétaire générale	Danielle Gagnaux-Morel, FR
Responsable Institutions	Roger Nobs, AR

2 Activités de la Conférence

2.1 Séances du comité

Durant l'année sous revue, le comité s'est réuni à quatre reprises, le 14 août 2020, le 7 décembre 2020, le 21 février 2021, et le 21 juin 2021.

Les discussions du comité ont principalement eu trait à la crise sanitaire du Covid-19, de même que lors des conférences d'automne 2020 et printemps 2021 (en ligne). Au niveau de la CCE, se sont avant tout les questions institutionnelles liées à la gestion de la crise qui ont été discutées. On a constaté que la collaboration entre la Confédération et les cantons pouvait être très différente selon le canton. Certains cantons s'appuient volontiers sur la Confédération alors que d'autres tiennent strictement aux principes du fédéralisme. Si le constat était assez amer lors de la conférence d'automne, une nette amélioration a par la suite été constatée en termes de collaboration entre les cantons et de flux d'informations entre la Confédération et les cantons. Une autre source de préoccupation concerne l'intensité des consultations, et surtout leurs délais très courts qui ont pu poser des problèmes dans les cantons et devraient rester réservées aux dossiers vraiment urgents.

Le E-Voting demeure une thématique centrale pour la CCE et son comité. On constate que le climat politique est meilleur, des efforts ont été faits en termes de communication et la publication du code source par la Poste n'a pas posé de problèmes cruciaux et a même été saluée par des voix d'habitude critiques. Pour la réintroduction des projets de vote électronique, il a été décidé de mettre en place un groupe de travail spécialement dédié à la communication. Il est composé de Patrick Mülhauser/FR, Barbara Erni/TG und Emilia Nunes/SG. Dans la foulée, la thématique du E-Collecting a également pris de l'ampleur, tant au Parlement fédéral que dans certains cantons. Les cantons intéressés vont former un groupe de travail pour accompagner le projet sur le plan intercantonal sous la houlette de Schaffhouse et St-Gall.

2.2 Assemblée des membres

2.2.1 Conférence d'automne des 18/19 septembre 2020 à Thoune

Lors de la Conférence d'automne les comptes et le rapport annuel ont été adoptés, ainsi que le budget 2020-2021 et le montant de la cotisation de membre. Le comité a été réélu.

L'assemblée a discuté les résultats d'une enquête menée sur le rôle des Chancelleries tout au long de la crise Covid-19. Le point de vue des cantons, notamment par la voix de Roland Mayer, Secrétaire général de la CdC, a pu être exprimé, tout comme celui de la Confédération, par la voix du Chancelier de la Confédération, Walter Thurnherr. Les délais très courts de consultation, ou encore la difficulté pour les journalistes d'avoir une porte unique d'entrée à Berne ont été évoqués, tout comme la bonne collaboration avec les Conférences spécialisées. Les contacts directs entre la Chancellerie fédérale et les Chancelleries cantonales ont été très appréciés et ont permis une transmission efficace de l'information. Plusieurs pistes ont été évoquées pour améliorer le dialogue de crise entre la Confédération et les cantons, notamment de savoir s'il est judicieux de privilégier le canal des Conférences des directeurs ou celui des Chancelleries. Il a finalement été décidé que Roland Mayer fasse remonter les éléments de la discussion à la CdC pour qu'elle puisse définir un processus de pilotage.

Le vote électronique a également été un thème important de la conférence d'automne. Walter Thurnherr a notamment informé qu'un travail intensif est effectué au niveau du sous-groupe de travail pour qu'une utilisation du canal électronique de vote puisse être possible dans les plus brefs délais.

2.2.2 Conférence de printemps

La conférence de printemps 2021 prévue à Schaffhouse a eu lieu en ligne du fait de la crise sanitaire COVID-19. La gestion de la crise Covid-19 était à nouveau le thème principal de cette conférence, avec le constat que

la Confédération n'a pas inclus les cantons de manière suffisante dans ses décisions. De même, la répartition des rôles entre la CdC et les Conférences des directeurs n'était pas optimale. La présence de Lukas Gresch, Secrétaire général du DFI et en outre ancien Chancelier du Canton de Lucerne, a permis d'apporter un œil avisé sur la collaboration Confédération-cantons. Il a notamment évoqué la nécessité de trouver des solutions pragmatiques lorsque les instruments habituels sont inutilisables. Il estime également que la coordination par la CDS permet de consolider les réponses des cantons aux consultations, tout en admettant qu'il n'est pas toujours possible d'obtenir une position consolidée. Toutes et tous sont d'avis que la communication et la collaboration ont tout de même pu être améliorées au long de la crise et que le fédéralisme a finalement joué son rôle de laboratoire et permis malgré tout de maintenir un certain équilibre institutionnel.

2.3 Groupe de travail « Avenir »

En raison de la pandémie de Covid 19, les activités du groupe de travail « Avenir » ont été largement suspendues. Diverses démissions au cours de l'année en cours et de l'année précédente (Lukas Gresch, Vincenza Trivigno, Gladys Winkler Docourt) ont conduit à des postes vacants. Roger Nobs assure la coordination avec le Comité. Les autres postes vacants doivent encore être pourvus par le groupe de travail.

Roger Nobs, AR

3 Représentation dans d'autres institutions

Durant l'année sous rapport, la Conférence fut représentée par certains de ses membres ou collaborateurs et collaboratrices des chancelleries dans diverses institutions. Ses représentants font un bref rapport de leur activité dans les paragraphes suivants.

3.1 Conférence des présidents de conférences

La CCE a participé aux deux réunions des Présidents des Conférences des Directeurs. La réunion virtuelle de septembre 2020 et la réunion en présentiel de janvier 2021 ont été placées sous le signe de la pandémie de Covid-19. La répartition des compétences entre la Confédération et les cantons, le rôle des conférences des directeurs fortement impliquées, ainsi que l'évaluation et l'analyse de la première et de la deuxième vague ont été les principaux sujets abordés.

Barbara Schüpbach-Guggenbühl, BS

3.2 Conférence des secrétaires des conférences intercantionales (CoseCo)

Au cours de l'année sous revue, les activités de la CoSeCo se sont à nouveau concentrées sur la pandémie de Covid-19. La CoSeCo s'est notamment consacrée à l'évaluation de la gestion des crises en discutant des concepts et des projets de rapports de la CdC à l'attention des cantons. Il a été possible de réduire la fréquence des réunions à un niveau presque normal, les procédures étant largement établies. En particulier, le passage d'une coordination par la Conférence suisse des directeurs de la santé publique (CDS) à une communication directe entre la Confédération et les chancelleries des États a considérablement réduit le besoin de coordination entre les conférences. La Conférence Chanceliers d'Etat, en particulier, avait préconisé ce changement à plusieurs reprises.

Roger Nobs, AR

3.3 Comité de la Société suisse pour les questions parlementaires

Au cours de la période de référence 2020/21, le comité s'est réuni uniquement pour une réunion virtuelle au printemps 2021. Aucun événement n'a pu être organisé en 2020, seul le bulletin d'information de la société a été publié. La réunion annuelle prévue en novembre 2020 a dû être annulée malgré tous les efforts. Les principaux thèmes des bulletins ont été, en 2020, "Les nouvelles formes de financement des tâches de l'État à la lumière du contrôle parlementaire" et, en juin, dans le cadre de la pandémie, "Les droits des parlements et de leurs organes dans les situations de crise". Il a moins été question des devoirs, même le président Ruedi Lustenberger a déclaré dans sa contribution que le législateur suisse s'était temporairement retiré du jeu et avait confié au seul Conseil fédéral la gestion de la crise. Entre-temps, la répartition des pouvoirs est cependant revenue à la normale. Le bulletin d'information 1/2021 traitait donc du sujet "Présence physique ou virtuelle des membres des parlements". Andrea Caroni, membre du Conseil des Etats et président de la Commission des institutions politiques du Conseil des Etats, est arrivé à la conclusion, dans son intervention, que la solution mise en œuvre au Parlement fédéral, à savoir la participation aux votes par contumace, n'est qu'un palliatif justifié dans cette situation et en aucun cas un pas vers un parlement entièrement virtuel. La première réunion du Comité a traité, outre les sujets de la Newsletter 2021, des futures réunions annuelles, qui auront lieu à Lucerne (2021) et au Palais fédéral à Berne (2022).

Hansjörg Dürst, GL

3.4 Comité de la Conférence suisse sur l'informatique (CSI)

Le comité a siégé à 4 reprises durant la période sous revue. Outre les missions statutaires, l'essentiel de l'activité a porté sur le projet d'intégration de la CSI dans la future administration numérique suisse (ANS). Sur la base d'un avis juridique mandaté pour la cause, le comité a formellement approuvé le regroupement des forces au sein de l'ANS, à l'attention de son assemblée des délégués qui en a fait de même. Un certain nombre de points doivent encore être approfondis en lien avec le statut juridique de la CSI qui est différent de celui de la future ANS, et dont dépendent une partie des prestations fournies actuellement par la CSI (contrats cadres pour les prestations digitales et conditions générales pour les contrats, notamment). La CSI continuera à gérer les contrats cadres et les conditions générales pour les administrations publiques suisses jusqu'à ce que les bases juridiques de l'ANS permettent de reprendre ces activités.

Danielle Gagnaux-Morel, FR

3.5 Comité directeur de la Fondation ch

Le Comité directeur s'est réuni à deux reprises, les 12 novembre 2020 et 20 mai 2021. Le programme d'activité 2021 – 2024 a été validé à l'attention du Conseil de fondation qui l'a adopté. Les activités portées par le Secrétariat de la Fondation ch ont pu se poursuivre plus ou moins bien à cause de la situation COVID-19. Sous la période en revue, deux principales activités ont été accompagnées par le comité de la fondation ch dans le domaine du fédéralisme. La première, la Conférence sur le fédéralisme, a été organisée sous l'égide du canton de Bâle ville en format numérique, les 27 et 28 mai 2021. La seconde, le prix du fédéralisme, dont la soussignée a fait partie du jury, a vu la victoire du projet easyvote de la Fédération suisse des Parlements des jeunes. Ce prix d'une valeur de 10'000 francs a été remis [en ligne](#) dans le cadre de la conférence sur le fédéralisme. Easyvote, sélectionné parmi 50 candidats, a su convaincre le jury de sa contribution essentielle à la participation des jeunes à la vie démocratique de notre pays.

Danielle Gagnaux-Morel, FR

3.6 Comité d'organisation du séminaire Interlaken (séminaire des Gouvernements)

L'édition 2021 du séminaire des Gouvernements a dû être annulée en raison de la situation de pandémie. Les mesures prises par la Confédération et le canton de Berne n'auraient pas permis sa tenue. Une organisation correcte et surtout sûre du séminaire n'aurait de toute façon pas été possible. L'hôtel a été très accommodant et a réservé tous les paiements déjà effectués pour le prochain séminaire. Cela s'explique en partie par le fait que l'hôtel est resté complètement fermé jusqu'à la fin du mois de février 2021. Le comité d'organisation planifie l'édition 2022 dans le cadre habituel et a déjà avancé les travaux préparatoires.

Roger Nobs, AR

3.7 Comité de pilotage de la cyberadministration suisse

Depuis le 1er janvier 2020, le soussigné représente la SSK au sein du comité de pilotage de la cyberadministration suisse, qui est présidé par le conseiller fédéral Ueli Maurer. Les cantons y sont représentés par la Conseillère d'Etat Maya Büchi-Kaiser, canton d'Obwald, le Conseiller d'Etat Jean-Pierre Siggen, canton de Fribourg, et le Chancelier Daniel Spadin, canton des Grisons.

Au printemps 2020, le Conseil fédéral et l'assemblée plénière de la Conférence des gouvernements cantonaux (CdC) ont décidé de la suite à donner au projet "Administration numérique de la Suisse (ANS)". L'objectif de ce projet à long terme est de rendre plus efficace la gestion stratégique et la coordination des activités de numérisation de la Confédération, des cantons et des communes en fusionnant les structures existantes et en regroupant les forces en présence. Cela doit se faire progressivement en trois variantes successives. Un groupe de travail, auquel ont participé des collaborateurs de E-Gouvernement Suisse et de la Conférence suisse sur l'informatique CSI ainsi que d'autres experts financiers et juridiques de la Confédération et des cantons, s'est penché sur la structure, les tâches et le financement de la nouvelle organisation envisagée. En octobre

2020, le projet a été présenté à une "table ronde de l'administration numérique suisse" à Berne. Dans le cadre de ce processus, la "E-Government Suisse" et la "Conférence suisse pour l'informatique CSI" doivent fusionner et se fondre dans la nouvelle organisation "Administration numérique Suisse (ANS)". Un certain nombre de questions de détail doivent encore être clarifiées. Les projets opérationnels (plan de mise en œuvre) et le budget de "E-Government Suisse" doivent être poursuivis ou repris par ANS. Il est prévu que l'ANS commence ses activités à la Maison des Cantons à partir de janvier 2022. Après la démission de Cédric Roy à la tête du E-Government Suisse, Peppino Giarritta, commissaire fédéral et cantonal à l'administration numérique suisse, lui a succédé au printemps 2021.

Daniel Spadin, GR

3.8 Groupe de travail Cyber (RNS)

La Conférence des Secrétaires d'Etat (SSK) est représentée dans le groupe de travail Cyber par le Dr Mathias E. Brun, Chancelier d'Etat de Schwyz. Le groupe de spécialistes en cybernétique est en train de mettre en œuvre la deuxième Stratégie nationale de protection de la Suisse contre les cyberrisques (SNPC). Le plan de mise en œuvre "Cantons" comprend les points suivants :

1. développement d'un concept de formation continue pour les administrations cantonales ;
2. une plateforme de partage d'informations sur les logiciels malveillants par MELANI pour et avec les cantons ;
3. campagne de prévention pour sensibiliser aux cyberrisques ;
4. cyber exercices avec des infrastructures critiques dans le secteur de la santé ;
5. création d'une organisation cantonale de cybersécurité.

Les travaux de mise en œuvre se déroulent comme prévu, la CCE n'étant que marginalement affectée. Dans le cadre du plan de mise en œuvre, la CCDJP a approuvé, au cours de l'année de référence, le concept de formation continue "e-learning cybersécurité" ainsi que le concept de création d'une organisation cantonale pour la cybersécurité. Afin d'ancrer davantage la cybersécurité dans l'esprit du grand public, une campagne de sensibilisation nationale sous la forme d'une semaine d'action a été menée avec la plateforme "eBanking - mais en toute sécurité !".

Dr. Mathias Brun, SZ

3.9 Conseil de l'Institut du fédéralisme

Le Conseil de l'Institut du Fédéralisme s'est réuni durant la période de référence 2020/2021 le 7 décembre 2020 et le 29 mars 2021, les deux réunions ayant dû être tenues par voie de circulation en raison de la pandémie de Covid-19. Le Conseil a traité les affaires statutaires habituelles. Il a constaté avec satisfaction qu'en septembre 2020, le Conseil des États, en tant que deuxième Conseil, avait également approuvé la motion relative à la participation de la Confédération au financement de base de l'Institut du fédéralisme. Le Conseiller d'Etat Christian Rathgeb a été élu au Conseil de l'Institut en tant que représentant de la CdC et successeur du Conseiller aux États Benedikt Würth.

Christoph Auer, BE

3.10 Autres représentations

La CCE est représentée dans certaines instances nationales par des cadres des chancelleries cantonales.

3.10.1 Comité de planification de la cyberadministration suisse

Six réunions du comité de planification ont eu lieu entre juillet 2020 et mai 2021.

En 2020, le comité de planification s'est penché en détail sur la transition en cours vers la nouvelle ANS et a évalué les conséquences sur les projets soutenus par eGouvernement Suisse. Suite à la situation créée par la pandémie il a fallu adapter le programme des séances de travail et des événements prévus avec une utilisation plus poussée des moyens digitaux.

Le comité de pilotage a pris 21 décisions pour garantir la continuité des travaux en cours et valider le monitoring des activités, il a discuté des projets préparés par le Secrétariat de E-Government Schweiz lors de plusieurs réunions (avec la consultation des cantons) et les a ensuite transmis à l'attention du comité de pilotage.

M. Peppino Giarritta a été nommé par le CF comme Directeur de ANS et M. Cédric Roy a été nommé par le Conseil d'État du Valais comme délégué à l'administration numérique de l'administration cantonale valaisanne, le comité de planification les félicite pour ces nouveaux défis professionnels.

Silvano Petrini, TI

3.10.2 Groupe de travail intercantonal E-Government (GTe-Gov)

Le groupe intercantonal de spécialistes en cyberadministration de la CCE a pu se réunir régulièrement et traiter de sujets importants malgré des conditions difficiles. Outre les représentants cantonaux et l'office suisse de cyberadministration, la Chancellerie fédérale et le SECO ont participé à toutes les réunions et ont rendu compte des projets de cyberadministration actuels et futurs. Des sujets tels que le "eGovernment benchmark de la Commission européenne", la "ePublication" et "Business architecture for eGovernment services" ont également été abordés. La fusion prévue de la Conférence suisse de l'informatique CSI et de E-Government Suisse pour former l'Administration numérique suisse nous a accompagnés dans toutes les réunions. Par exemple, Peppino Giarritta, commissaire fédéral et cantonal à l'administration numérique de la Suisse ANS, a régulièrement rendu compte des efforts déployés pour mettre en place l'organisation.

Marc Heuberger, GR

4 Projets en cours

4.1 Vote électronique

Sous l'impulsion du comité et avec l'accord de la Chancellerie fédérale, la CCE a décidé de restructurer son organisation pour l'accompagnement du projet Vote électronique.

4.1.1 Comité de pilotage Vote électronique

La préparation des réunions du comité de pilotage entre les cantons a fait ses preuves, et la tenue de réunions vidéo en raison de la pandémie permet également de courtes consultations supplémentaires. Les collègues peuvent compter sur le travail préparatoire extrêmement bien fondé des chefs de projet cantonaux, pour lesquels nous tenons à exprimer ici nos sincères remerciements.

Lors de la conférence de presse du 21 décembre 2020, le Chancelier fédéral et la présidente de la Conférence des Chanceliers d'État ont présenté le rapport final commun sur la réorientation et la reprise des essais. Lors du point de presse, la présidente de la Conférence des Chanceliers d'État a expressément souligné les deux défis que la nouvelle orientation pose aux cantons : d'une part, la limitation de l'électorat électronique à 30% par canton est un coup dur pour tous les cantons de vote électronique qui ont fait avancer leurs projets ou leur financement en partant du principe que le vote électronique serait généralisé. En revanche, le catalogue de mesures suppose un financement de plus de 6 millions de francs au cours des trois ou quatre prochaines années, que les cantons ne pourraient supporter seuls.

Au début des vacances d'été 2021, la Confédération a lancé l'examen indépendant du système postal et de son exploitation. Elle durera plusieurs mois et servira de base pour décider si les cantons peuvent reprendre les essais avec ce système.

Barbara Schüpbach-Guggenbühl, BS

4.1.2 Groupe de travail des Chanceliers d'Etat

Le groupe de travail des chanceliers d'Etat pour le Vote électronique est la réunion des chanceliers d'Etat de tous les cantons intéressés ou partie prenante au projet de vote électronique (BS, SG, TG, FR, GR, NE, BE, SH, ZH, GL, TI, GE). Ce groupe de travail a pour mission de piloter l'action commune des cantons au sein du projet. Il prépare les séances du comité de pilotage Vote électronique et sert de plateforme de discussion stratégique entre les chanceliers d'Etat sur le sujet. Il a siégé à 5 reprises (10 septembre, 2 et 27 novembre, 12 mars et 21 juin) durant la période sous revue. Les principales activités ont concerné le projet de reprise du vote électronique depuis l'interruption de 2019.

Danielle Gagnaux-Morel, FR

4.1.3 Sous-groupe de travail reprise du Vote électronique

A la suite de faiblesses révélées en 2019 lors de la publication du code source du système de vote électronique développé par la Poste, le Conseil fédéral a chargé la Chancellerie fédérale de restructurer la phase d'essai en collaboration avec les cantons de Berne, Fribourg, Bâle-Ville, Saint-Gall, Grisons, Argovie, Thurgovie et Neuchâtel ainsi que la Poste.

Un groupe de travail s'est chargé de ces travaux entre décembre 2019 et octobre 2020. Un dialogue intensif s'est déroulé avec la communauté scientifique. Sur la base d'un questionnaire touchant à six domaines, les experts se sont exprimés et ont échangés leurs avis.

Ce travail a donné lieu à un rapport disponible sur le site Internet de la Chancellerie fédérale. Les experts ont conclu qu'il était nécessaire d'intervenir dans les domaines de la sécurité, de la transparence et du contrôle indépendant tout en soulignant les progrès déjà accomplis au cours des dernières années.

Nicolas Fellay, FR

4.1.4 Groupe de travail communication

Ce groupe de travail a été réorganisé depuis le 1er juillet 2020. Il est dirigé par Patrick Mülhauser, responsable des relations extérieures de la Chancellerie d'Etat du canton de Fribourg. Les cantons de Thurgovie, de Saint-Gall et la Poste sont également représentés dans ce groupe de travail. La Chancellerie fédérale ne fait pas partie du groupe de travail, mais un échange a régulièrement lieu avec elle. L'objectif est une communication proactive, appropriée et coordonnée sur la reprise du vote électronique.

Patrick Mülhauser, FR

4.1.5 Avenir du Vote électronique

Lors de sa réunion du 17 mars 2021, le Comité de pilotage Vote électronique a décidé de suspendre provisoirement les travaux prévus par le "sous-groupe de travail reprise du Vote électronique". Ceci pour des raisons de ressources, car la ChF et les cantons doivent maintenant concentrer toute leur énergie sur la reprise de l'opération d'essai. Toutefois, la Chancellerie d'Etat du canton de Berne est en train de préparer un rapport avec un premier aperçu écrit du sujet. Cela devrait servir de base pour le début des travaux prévus.

Christoph Auer, BE

4.2 Groupe d'accompagnement tripartite pour l'optimisation du pilotage et de la coordination de l'administration numérique

Le groupe de soutien à l'administration numérique, codirigé par le secrétaire général du DFF et le secrétaire général adjoint de la CdC et composé de membres des trois niveaux institutionnels, a tenu trois réunions (19 juin, 17 septembre, 26 novembre 2020) pour suivre les travaux de mise en œuvre de la "plateforme politique avec développement de normes". Trois sous-rapports sur le mandat de prestations, les bases organisationnelles et le financement de la nouvelle organisation "Administration numérique de la Suisse ANS" ont été discutés, ainsi que le projet de la convention-cadre de droit public entre la Confédération et les cantons et le projet du rapport de base succinct.

Lors de la réunion, le conseiller fédéral Ueli Maurer et le président du gouvernement cantonal Anton Lauber, délégué de la CdC, ont pris acte de ces fondements de manière positive et les ont mis en consultation au niveau politique. Consultation qui a déjà eu lieu entre-temps.

Kathrin Arioli, ZH

Arnoldo Coduri, TI

5 Autres activités

5.1 Publication d'études

Aucune étude n'a été réalisée par la CCE durant la période sous revue.

5.2 Comparaisons intercantionales

5.2.1 Administration numérique

La Chancellerie du canton de Bâle-Ville a mené une enquête auprès des cantons afin de recenser les diverses solutions adoptées par les cantons en matière d'administration numérique. Le thème de la digitalisation a été traité à l'occasion de la retraite du gouvernement qui s'est tenue le 31 mai 2021. Les résultats de l'enquête sont disponibles sur l'espace Closed Used Group de la CdC.

5.2.2 Publication numérique de la feuille officielle

La Chancellerie du canton de Zoug a mené une enquête sur la publication numérique de la feuille officielle, afin de déterminer si les cantons ont adapté leurs bases légales relatives à leur registre numérique respectif. Les résultats de l'enquête sont disponibles sur l'espace Closed Used Group de la CdC.

5.2.3 Véhicules gouvernementaux des cantons

Une enquête relative aux véhicules des gouvernements cantonaux et de l'administration fédérale a été menée par le canton de Bâle-Ville. Les résultats de l'enquête sont disponibles sur l'espace Closed Used Group de la CdC.